



frères des hommes

9, rue de Savoie 75006 PARIS
T +33 (0)1 55 42 62 62
F +33 (0)1 43 29 99 77
www.fdh.org

RÉSONANCES

ENGAGEMENTS CITOYENS
POUR UN MONDE PLUS JUSTE

LATINO-AMÉRICAINES

Mars 2008 - Numéro 22

Au-delà du contexte politique, réaffirmer l'engagement solidaire

La Bolivie est au bord de la division. Le 29 février dernier, Evo Morales, Président de la République, a promulgué une loi annonçant officiellement la date du futur référendum pour ratifier la nouvelle Constitution. Le 4 mai prochain, le peuple bolivien votera pour son avenir. Un avenir incertain étant donné les tensions causées par ce projet politique et constitutionnel élaboré par le gouvernement.

Depuis son arrivée à la tête de l'Etat en janvier 2006, Evo Morales s'est lancé dans une entreprise de remobilisation de l'Etat bolivien pour améliorer le sort des plus défavorisés et permettre à une population ethniquement et culturellement diversifiée de parfaire son « vivre ensemble » tout en préservant, dans la légalité et la légitimité, ses traditions communautaires. Cette volonté s'exprime par le souhait d'ériger un Etat plurinational.

Mais le dialogue est difficile entre le pouvoir et l'opposition, qui maintiennent une tradition d'illégalisme politique. De fortes divergences, laissant craindre de nouvelles tensions, persistent entre la population indigène qui soutient majoritairement le pouvoir en place, et la population plus aisée et plus métissée souvent plus proche de l'opposition.

Dans ce contexte toujours délicat, Frères des Hommes, engagé sur le long terme auprès de ses partenaires boliviens, travaille quotidiennement à l'amélioration des conditions de vie des populations. L'accession à la souveraineté alimentaire des communautés paysannes avec la CIOEC-Cochabamba et Coraca Protal, l'avènement d'un tourisme contrôlé et profitant davantage aux communautés avec le réseau Tusoco, sont des enjeux bien réels de réalisation des aspirations politiques : construire un espace de vie décent pour l'ensemble de la population, faire entendre toutes les voix et poursuivre au jour le jour les efforts pour mettre en place un monde de paix, un « vivre ensemble » ne laissant personne de côté.

Franck Berteau (Bolivie) - Frères des Hommes



Les mouvements sociaux boliviens venus apporter leur soutien au président Morales, le 29 février dernier à La Paz. © Geoffrey Le Guilcher, FDH

/ DANS CE NUMÉRO

PARTICIPER / Mexique

Une communauté indigène contre l'impunité

MANIFESTER / Brésil

La population à contre-courant du gouvernement pour le fleuve San Francisco

FORMER / Bolivie

Les nouvelles technologies au service des communautés paysannes

COOPÉRER / Amérique du Sud

La société civile veille sur les orientations prises par la banque du Sud

INFORMER / Pérou

Radio Yaravi se déplace dans les villages pour donner la parole

TÉMOIGNER / Pérou

A Chilca, des déplacés réunis pendant trois jours festifs de carnaval

RENCONTRER / Bolivie

Julio fait découvrir sa région grâce au tourisme solidaire

/ CONTRIBUTIONS

Bolivie Eddy Choque Gutierrez, Evelyn Orellana, Francisco Fermin, Franck Berteau, Geoffrey Le Guilcher, Jenny Ampuero, Julio Saavedra

Brésil Fabrina Furtado, Gabriel Strautmann, Gaëlle Figueira

Mexique Andrés Díaz

Pérou Erik Aparco Gala, Hugo Ramirez, Josée Thibeault, Romain Ferretti

France Anne-Marie Diény, Elise Reslinger, Lisa Quaas, Maia Levasseur, Raúl Montero, Valentine Solignac, Yves Altazin

Direction de rédaction Frères des Hommes

Création et mise en page www.oliviermorisse.com

Frères des Hommes

Association reconnue d'utilité publique
& Membre du Comité de la Charte



frères des hommes

9, rue de Savoie 75006 PARIS
T +33 (0)1 55 42 62 62
F +33 (0)1 43 29 99 77
www.fdh.org

RÉSONANCES

ENGAGEMENTS CITOYENS
POUR UN MONDE PLUS JUSTE

Mexique

PARTICIPER

Une communauté indigène contre l'impunité



Las Abejas et ses invités, recueillis et déterminés contre l'oubli du massacre. © Andrés Díaz

Le village d'Acteal, dans la municipalité de Chenalho, lutte de manière non-violente pour le droit de vivre en paix dans ses territoires. Dans ce village du Chiapas, au Mexique, la tension liée aux violences passées est toujours palpable au sein de la communauté indigène tsotsile. Il y a dix ans, la paix et la justice ont été perturbées et violées avec la mort de 45 Tsotsiles, des femmes et des enfants en majorité, selon un bilan officiel¹. Pour le dixième anniversaire de ce massacre, les membres de l'association Las Abejas (Les abeilles)² ont organisé la rencontre contre l'impunité du 20 au 22 décembre dernier. Plus de 50 associations différentes ainsi que plus de 800 particuliers venus de tout le Mexique et de tous les continents y ont participé, pour que ce massacre ne soit pas oublié alors que les faits n'ont toujours pas été pleinement établis, ni tous les responsables jugés.

La lutte pour l'autonomie, la justice et le respect de la culture des indigènes chiapanèques

A l'occasion du dixième anniversaire du massacre, Las Abejas ont également fêté les 15 ans d'existence de leur organisation qui défend de manière pacifique la lutte pour l'autonomie, la justice et le respect de la culture des indigènes chiapanèques. Afin d'avoir un mémorial du massacre,

ils ont construit ensemble une nouvelle chapelle à Acteal sur laquelle ils ont hissé, à l'aube du 22 décembre, les drapeaux du Mexique et de la paix. Cette chapelle se trouve à côté d'une autre chapelle dans laquelle était réunis, il y a dix ans, une centaine de Tsotsiles en train de prier quand un groupe de paramilitaires les a interrompus et a tiré sur eux lors d'une opération qui dura sept heures. Selon Las Abejas, « la communauté continue à vivre en état de guerre car les armes sont toujours là, et aucune garantie que le massacre ne se reproduira pas n'a été prise pour le moment. »

Se souvenir et se battre pour que le massacre ne se reproduise jamais

En préparation du rassemblement, les membres de la communauté ont préparé des *tortillas* (galettes à base de maïs), des haricots et du café pour les offrir aux invités. Pour l'occasion, la radio communautaire Chanul-Pom s'est installée à Acteal et a retransmis l'événement en direct en langues indigènes tsotsil et tsetal et en espagnol pour les villageois qui ne pouvaient pas y assister. Les deux premiers jours ont été marqués par des conférences animées par des défenseurs des droits de l'homme et deux évêques soutenant la lutte des chiapanèques, Samuel Ruiz et Raúl Vera. La nuit venue,

des membres de Las Abejas ont fait une reconstitution de la scène du massacre, représentation qui a envouté les spectateurs par son extrême expressivité, d'autant que la pièce était jouée à 20 mètres du lieu du crime.

« Nos paroles ne perdent pas leur sens, et nous ne cessons de les répéter. Nous avons dit la vérité sur le massacre d'Acteal, parce que nous l'avons vu et entendu : nos frères et sœurs sont enterrés dans la tombe commune d'Acteal. »

Le dernier jour a débuté par une commémoration autour de la colonne de l'Infâme, érigée sur la route d'Acteal en 1999. Elle fait partie d'un groupe de colonnes présentes dans différents lieux du monde et construites afin de ne pas oublier une atteinte grave commise contre l'humanité³. Une messe a été dite au cours de laquelle Las Abejas a exigé le jugement des instigateurs du massacre, liés aux autorités de l'époque. L'association réclame aussi l'application sans réserves de la Déclaration universelle des droits des peuples indigènes et demande la disparition des groupes paramilitaires. « C'est ainsi que l'événement s'est terminé par une marche collective dans les senteurs de l'encens, au son de la harpe, du violon et de la guitare... et des cris de ralliement avec Acteal. Laissant aux participants un souvenir qui les incite à s'engager à lutter, chacun à sa place et à sa mesure pour un Mexique plus juste » rapporte Andrés Díaz, qui a assisté à la commémoration comme volontaire de l'association Citoyens en défense des droits de l'homme⁴. ■

ET PLUS SI AFFINITÉS...

¹ Plus d'information sur le massacre et son enquête <http://www.mondediplomatique.fr/dossiers/chiapas> / ² Plus d'information (en espagnol) <http://acteal.blogspot.com/> / ³ Plus d'information : <http://www.aidoh.dk/?categoryID=55/> / ⁴ Ciudadanos en apoyo a los derechos humanos <http://www.cadhac.org/>



frères des hommes

9, rue de Savoie 75006 PARIS
T +33 (0)1 55 42 62 62
F +33 (0)1 43 29 99 77
www.fdh.org

RÉSONANCES

ENGAGEMENTS CITOYENS
POUR UN MONDE PLUS JUSTE

Brésil

MANIFESTER

La population à contre-courant du gouvernement pour le fleuve San Francisco

Le fleuve San Francisco, dit « fleuve de l'intégration nationale », aujourd'hui divise et mobilise. Tout remonte au jour où, il y a 3 ans, le gouvernement a annoncé le début de travaux pharaoniques pour détourner le cours du fleuve San Francisco. S'en suit une forte mobilisation obligeant le gouvernement à cesser les travaux et à promettre un débat national avec la population civile riveraine du fleuve. Mais les travaux reprennent quelques mois après avec le recours à l'armée et sans débats préalables ni consultation du Congrès, pourtant obligatoire. L'objectif revendiqué par le gouvernement est de lutter contre la sécheresse du Nordeste, une région semi-aride du nord-est du Brésil, en y drainant l'eau du San Francisco.

« Pour défendre le fleuve qui traverse tout le Brésil les mouvements sociaux se sont unis contre un gouvernement dont ils avaient pourtant été les alliés. »

Cependant les critiques sont vives et portent sur l'aspect autoritaire de la reprise de ces travaux, sur leur prix exorbitant (6,6 milliards de reales soit près de 2,5 millions d'euros) et plus inquiétant encore sur les conséquences humaines et environnementales pour les populations riveraines du fleuve. Ces critiques sont d'autant plus appuyées que l'agence nationale des Eaux a déjà proposé des solutions alternatives.

La grogne est montée d'un cran lorsque les mouvements sociaux ont constaté que, faisant fi des conséquences écologiques et sociales de ce détournement fluvial, le gouvernement privilégiait les enjeux économiques et industriels puisque ces travaux vont permettre d'irriguer les terres des multinationales de l'agro-industrie.

Un projet controversé et renversé

Face à ces constats, la mobilisation s'est organisée. L'initiateur est un évêque de l'état de Bahia, Luis Flavio Cappio, qui s'est mis en grève de la faim dès le début des travaux et a impulsé le mouvement de résistance. Les actions de solidarité et de soutien se sont multipliées dans tout le pays et toutes les catégories sociales se sont investies : étudiants, paysans, syndicalistes... Même la Commission pastorale de la terre ou le Mouvement des sans-terre (MST)¹ se sont opposés de face au projet gouvernemental en organisant, en fin d'année dernière, une grande manifestation de 5000 personnes réunissant l'Eglise, des associations et des intellectuels brésiliens. Une mobilisation qui a amené le tribunal régional fédéral du Nordeste à accepter une requête du Conseil régional de secours hydriques. Le tribunal a ordonné le 11 décembre dernier la suspension des travaux : une victoire significative mais courte, puisque en dépit de la décision de justice, les travaux ont repris dix jours plus tard.



La poursuite des travaux. © Frei Gilvander Moreira

Une mobilisation nationale décidée à ne pas se laisser couler !

La mobilisation continue aujourd'hui. Ainsi, du 25 au 27 février 2008, une conférence des populations du fleuve San Francisco et de la région semi-aride de Sobradinho a été organisée dans l'état de Bahia. Près de 100 mouvements populaires et sociaux y étaient représentés, dont le MST, sans compter 200 personnes sensibilisées à la problématique. A l'issue de cette conférence, les militants se sont organisés pour travailler sur quatre thèmes : l'accès à l'eau, la revitalisation du fleuve, le rejet du projet de transposition et la mise en place d'un développement durable dans la région du fleuve. Les organisations se concentrent désormais sur les actions de sensibilisation afin de contrer la campagne de désinformation massive menée autour de ce projet par le gouvernement. Par ailleurs une journée dédiée au fleuve San Francisco a été fixée au 4 octobre. Sans l'arrêt des travaux, exigé par les associations, la sécheresse va s'accroître dans les régions que traversent le fleuve. Les riverains sont bien décidés à défendre ce fleuve emblématique du Brésil dont ils ont besoin au quotidien: le Rio São Francisco ! ■

/ ET PLUS SI AFFINITÉS...

¹ MST : Movimento dos Trabalhadores Rurais Sem Terra www.mst.org.br/mst/. Le MST est partenaire de Frères des Hommes.



Le fleuve s'assèche peu à peu. © João Zinclar



frères des hommes

9, rue de Savoie 75006 PARIS
T +33 (0)1 55 42 62 62
F +33 (0)1 43 29 99 77
www.fdh.org

RÉSONANCES

ENGAGEMENTS CITOYENS
POUR UN MONDE PLUS JUSTE

Bolivie

FORMER

Les nouvelles technologies au service des communautés paysannes

Permettre aux communautés paysannes de profiter des opportunités qu'offre l'outil informatique, c'est l'objectif que s'est fixé la Coordination pour l'intégration des organisations économiques paysannes de Bolivie (CIOEC)¹ en organisant, les 25 et 26 février 2008, deux journées de formation à la recherche par Internet et à l'utilisation de l'outil informatique.

Pour l'occasion, une salle de l'université del Valle de Cochabamba avait été mise à disposition pour accueillir les représentants des différentes organisations économiques paysannes, venus de tout le pays. Attentifs derrière leurs ordinateurs, les paysans ont découvert et se sont appropriés diverses techniques de base. Ces techniques sont essentielles au renforcement de ces organisations qui visent à l'amélioration générale de leurs conditions de vie.

Mieux s'organiser pour gérer les productions

La CIOEC-Bolivie se mobilise pour la souveraineté alimentaire des populations rurales en se consacrant activement au renforcement des organisations économiques paysannes : elle était ainsi à l'origine de l'événement. Cette association organise souvent des activités, des rencontres et des formations qui permettent de consolider la gestion administrative et la commercialisation des produits des populations rurales, gages d'une autonomie grandissante. Ce rendez-vous « informatique » constitue une nouvelle pièce du puzzle. Au cours de ces journées, les membres des organisations économiques paysannes ont appris à se servir de logiciels (notamment le traitement de texte) et par exemple à rentrer dans un tableau à l'écran l'ensemble des caractéristiques de leurs produits. « Avant, nous avions du mal à évaluer quelles étaient les productions de chacun. Avec ce type de travail, nous pourrions tous savoir ce qu'il en est et ainsi mieux



Concentrés, les représentants des communautés suivent les conseils d'Evelyn, responsable de la formation. © Frank Berteau

nous organiser » lance Francisco Fermin, secrétaire des relations de la CIOEC-Bolivie lors de la clôture de la rencontre. Outre l'utilisation d'un traitement de texte, un ensemble de connaissances de base a été transmis aux représentants de ces communautés : recherche d'une page Internet via un moteur de recherche, création et consultation d'une adresse électronique, enregistrement de documents. Autant de tâches qui permettent aux communautés de s'ouvrir à d'autres opportunités, notamment en ce qui concerne la commercialisation de leurs produits, et d'être ainsi davantage autonomes.

Grâce à l'Internet, se tenir au courant des opportunités du marché

Un des points communs à tous ceux ayant participé à cet atelier était entre autres la commercialisation - actuelle ou future - de leurs produits à destination des repas scolaires. En effet, dans le cadre du programme gouvernemental Comprabol visant à faciliter l'accès aux marchés étatiques par les petites entreprises nationales, plusieurs organisations économiques paysannes ont passé, ou vont passer des accords avec les municipalités de façon à ce que certains de leurs produits, compatibles avec la demande des mairies et des écoles, puissent trouver un débouché dans

les déjeuners scolaires. Maîtriser l'Internet permet de s'informer et d'avoir connaissance en permanence de la demande qui s'exprime sur les différents marchés.

« Maîtriser les outils de communication tels que l'Internet pour défendre le droit à la souveraineté alimentaire. »

Au-delà de l'enrichissement pratique apporté par ces deux journées de formation, ces rencontres ont été l'occasion de se réunir pour partager sur le développement continu des communautés paysannes. « Cet atelier se veut plus qu'une simple formation aux bases de l'informatique, il se veut une occasion supplémentaire de se retrouver, de dialoguer et de faire des propositions » nous dit Evelyn Orellana du programme technologie, information et communication de la CIOEC-Bolivie. La formation s'est achevée sur une solennelle remise de certificat et sur les sourires satisfaits de chacun. Elle constitue une étape supplémentaire vers le renforcement des communautés paysannes et par là même, vers le combat pour de nouveaux droits. ■

/ ET PLUS SI AFFINITÉS...

¹ CIOEC: Coordinadora de Integración de Organizaciones Económicas Campesinas (l'Organisation coordinatrice d'intégration des organisations économiques paysannes) www.cioecbolivia.org - cioecbba@supernet.com.bo. CIOEC est partenaire de Frères des Hommes.



frères des hommes

9, rue de Savoie 75006 PARIS
T +33 (0)1 55 42 62 62
F +33 (0)1 43 29 99 77
www.fdh.org

RÉSONANCES

ENGAGEMENTS CITOYENS
POUR UN MONDE PLUS JUSTE

Amérique du Sud

COOPÉRER

La société civile veille sur les orientations prises par la banque du Sud



Pour une banque du Sud en faveur des peuples ! © Jubileo Sur/Américas

Freiner l'endettement, stopper la privatisation du patrimoine public, créer une entité Sud-Sud autonome, créer une monnaie commune et des fonds de développement propres, diminuer la pauvreté et la dépendance des pays du Sud vis-à-vis des pays du Nord. Telles sont les ambitions de la banque du Sud, dont les statuts ont été signés en décembre 2007 par le Brésil, l'Argentine, la Bolivie, l'Equateur, le Paraguay, l'Uruguay et le Venezuela. Cette nouvelle banque, qui doit démarrer ses activités au cours de l'année 2008, est une banque latino-américaine qui proposera des mécanismes de soutien financier alternatifs à ceux de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international grâce à une meilleure prise en compte des besoins des pays du Sud. Depuis un an, la campagne « Pour une banque du Sud solidaire »¹ fédère les sociétés civiles sud-américaines qui s'impliquent dans la mise en place de la banque du Sud, afin que les valeurs qu'elles défendent y soient intégrées.

Lettres ouvertes, site Internet, contre-sommet

Les associations mobilisées, qui bénéficient du soutien de 200 organisations non-gouvernementales et de particuliers du monde entier, tentent de se battre sur tous les champs d'action possibles

pour avoir le maximum d'influence sur les gouvernements. Elles ont d'abord envoyé deux lettres ouvertes en juin et en décembre 2007 aux présidents des pays membres pour qu'ils présentent en détails leurs propositions. Puis le sommet des peuples du Sud s'est tenu du 16 au 18 décembre 2007, en Uruguay, en parallèle au sommet des présidents du Mercosur sur la zone de libre-échange en Amérique du Sud. Un atelier autour de la banque solidaire du Sud a été organisé avec la participation de 40 représentants de différentes associations comme Sul/Américas ou Mocase-Vía Campesina venant d'Argentine, du Brésil, du Paraguay, de Bolivie, du Venezuela et d'Uruguay. Parmi les points défendus par les associations figure celui du système de prise de décisions. Deux possibilités se présentent : soit un système de vote où chaque participant a le même poids, soit un système qui dépend des fortunes apportées au capital de la banque. Si cette deuxième option était choisie, le système de 1 US\$ = 1 voix s'installerait, en reproduisant le modèle des vieilles institutions financières multilatérales, comme la Banque mondiale. Les associations défendent donc un vote égalitaire et indépendant du poids économique des pays. Globalement, elles cherchent à éviter que les mêmes mécanismes du

Fonds monétaire international et de la Banque mondiale se reproduisent et que la banque du Sud ne soit qu'un projet de plus basé sur un système inégalitaire, non transparent et sans prise en compte de la société civile.

« L'intégration sud-américaine doit construire pour les peuples de la région un espace consacré à la promotion du développement économique et social et à la réduction des injustices, de la pauvreté et de l'exclusion sociale. »

Pour une banque du Sud solidaire

Récemment le site Internet <http://www.banco-sur.blogspot.com> a été créé afin de mieux échanger les informations et de mettre à disposition du matériel pour sensibiliser la société civile. Au Brésil, la campagne nationale est menée par l'association Rede Brasil² qui se bat pour obtenir des réunions avec les représentants des gouvernements afin d'influencer les décideurs : elle a ainsi réussi à obtenir des auditions avec le parlement. « Actuellement Rede Brasil prépare pour septembre 2008 un atelier sur les mécanismes financiers », rapporte Fabrina Furtado qui y travaille. L'association négocie pour que le représentant équatorien du Comité technique de la banque du Sud Pedro Paez, avec qui elle a des contacts réguliers, y participe. Ce grand projet de coopération financière solidaire touche aussi bien les gouvernements que les sociétés civiles sud-américaines. Les associations relèvent le défi et sont bien décidées à relayer les intérêts des populations, pour que la banque du Sud propose vraiment de nouvelles solutions de lutte contre la pauvreté. ■

/ ET PLUS SI AFFINITÉS...

¹ Por un banco solidario del Sur www.banco-sur.blogspot.com, campagne menée par l'association Jubileo Sur <http://www.jubileosouth.org> / ² Rede Brasil <http://www.rbrasil.org.br/>, f.furtado@rbrasil.org.br > contact: Fabrina Furtado



frères des hommes

9, rue de Savoie 75006 PARIS
T +33 (0)1 55 42 62 62
F +33 (0)1 43 29 99 77
www.fdh.org

RÉSONANCES

ENGAGEMENTS CITOYENS
POUR UN MONDE PLUS JUSTE

Pérou

INFORMER

Radio Yaravi se déplace dans les villages pour donner la parole

Radio Yaravi¹ au Pérou veut faire entendre « toutes les voix ». Enfants, jeunes et adultes peuvent s'exprimer librement sur des sujets sociaux ou d'actualité qui les concernent grâce à cette radio communautaire qui compte plus de 150 000 auditeurs. Ceux-ci sont invités à participer directement aux émissions, que ce soit par téléphone ou en studio.

La radio améliore la qualité de vie des populations et transforme la société

Située dans le district de Miraflores en Arequipa, une région andine du sud-ouest du Pérou, Radio Yaravi s'adresse en priorité aux habitants des secteurs urbains marginalisés, où vivent principalement « des ouvriers, des commerçants, des petits entrepreneurs, ainsi qu'un nombre élevé de chômeurs », explique Hugo Ramirez, responsable de la programmation. Radio Yaravi, dit-il, « promeut des initiatives de développement en encourageant la participation des citoyens. Ainsi, la radio améliore la qualité de vie des populations, et transforme la société. » Dans cette perspective de l'émancipation de tous, les divers programmes de Radio Yaravi ne laissent personne en reste : *Mil colores* (Mille Couleurs), une émission destinée aux femmes, aborde les divers problèmes que celles-ci rencontrent, comme le machisme, qui conditionne leur rôle dans la famille et la société. *Hablando piedras* (A côté de la plaque) est une émission pour les jeunes qui traite de sujets qui les touchent comme la drogue, la sexualité, la citoyenneté ou la musique. Les enfants ont aussi leur heure avec *El trencito de mi barrio* (Le petit train de mon quartier), un programme à la fois éducatif et divertissant. *Llactan-chispak Takyininun* (Le chant de notre peuple), une émission diffusée en langue quechua et espagnole, permet de rapprocher les communautés entre elles.



Les enfants participent activement aux émissions. © Radio Yaravi

« Les enfants, les jeunes ou les personnes handicapées participent directement à la production des programmes. Ce sont eux qui élaborent les contenus et le format des émissions. »

Les jeunes s'engagent ensuite dans la société

La radio cherche à susciter la participation en se déplaçant régulièrement dans les villages et les visites donnent souvent lieu à des moments drôles et chaleureux. C'est ainsi qu'à l'occasion de la dernière fête des mères, la radio avait organisé une campagne pour que les mères reçoivent des cadeaux. Dans le district de Socabaya, où les gens attendaient l'unité mobile de la radio, Fernando, l'animateur, a commencé à faire participer les personnes présentes. Croyant être à l'antenne, Fernando a réalisé un début d'émission surprenant : il a invité les gens à chanter, ce que tous firent à gorge déployée, les maris déclarant leur flamme à leur épouse pour l'occasion. « Ce furent cinq minutes spectaculaires, raconte Hugo Ramirez, qui se terminèrent juste au moment où l'unité reçut la connexion depuis le bureau émetteur. » Rien n'était passé à l'antenne, mais ce chœur de

chants était si drôle que tout le monde a été pris de fous rires. Cette proximité avec les communautés ne caractérise pas seulement Radio Yaravi mais plus largement la Coordination nationale des radios² à laquelle elle appartient, un réseau qui regroupe 49 radios et 27 centres de communication contribuant à développer de riches expériences de communication éducative et communautaire au Pérou. En allant rencontrer les gens de la sorte, les radios renforcent la solidarité au sein des communautés et tiennent lieu d'intermédiaires entre la société et les autorités. La participation de la population aux différents programmes contribue à renforcer la crédibilité dont elles jouissent. Par ailleurs, l'implication significative des jeunes et des enfants dans la production des programmes leur permet d'acquérir une plus grande autonomie et une meilleure estime d'eux-mêmes. Devenus les protagonistes engagés des émissions, « ils s'engagent ensuite de façon positive dans la société », affirme Hugo Ramirez. ■

/ ET PLUS SI AFFINITÉS...

¹ Radio Yaravi <http://www.radioyaravi.org.pe/>. La radio peut être écoutée en ligne. / ² Coordinadora Nacional de Radio <http://www.cnr.org.pe>



frères des hommes

9, rue de Savoie 75006 PARIS
T +33 (0)1 55 42 62 62
F +33 (0)1 43 29 99 77
www.fdh.org

RÉSONANCES

ENGAGEMENTS CITOYENS
POUR UN MONDE PLUS JUSTE

Pérou

TÉMOIGNER

A Chilca, des déplacés réunis pendant trois jours festifs de carnaval



Une ambiance festive et colorée. © San Pedro de Tuco

L'édition 2008 du carnaval Lirqueño des déplacés de Chilca dans la province de Huancayo au centre du pays a rassemblé environ 1500 personnes et a été un véritable succès. Organisé chaque année en février par l'association culturelle San Pedro de Tuco¹, ce carnaval de trois jours est l'occasion pour les déplacés de valoriser et de faire connaître dans une ambiance festive les coutumes et activités traditionnelles d'Angaraes, leur province d'origine au sud-ouest du Pérou. En plus de maintenir vivant leur patrimoine culturel, les joyeuses manifestations du carnaval constituent un exutoire pour ces déplacés contraints de fuir les exactions du Sentier lumineux, guérilla maoïste dans les années 1980. Cette année, plusieurs associations se sont associées au carnaval, qui a attiré un grand nombre de personnes non déplacées, résidents de Chilca, et des districts environnants.

Un carnaval haut en couleurs, entre danses traditionnelles et repas convivial

Le carnaval a commencé le 23 février avec le rituel port d'arbres, au milieu des

chants et des danses jusqu'au lieu de la fête. Cette première journée s'est achevée par une prière et l'allumage traditionnel de bougies à Saint Pierre, patron de l'association. Durant cette soirée, les déplacés ont chanté et dansé joyeusement au son d'un orchestre andin, en mastiquant des feuilles de coca. Très tôt le lendemain, à quatre heures, les femmes ont commencé à préparer le *puchero*, le déjeuner typique du carnaval composé, entre autres, de patates douces, de viande, de chou, et de piment rouge. Dès neuf heures débutait la décoration des arbres du carnaval, que les participants ont ensuite plantés dans le sol au moyen de cordes : un exploit sportif nécessitant plusieurs bras et célébré par des acclamations. Après s'être vu offrir un verre de *chicha de jora*, une boisson andine à base de maïs, les participants étaient conviés au « déjeuner du village ». Le bal général de l'après-midi a été ouvert par l'intronisation d'un Saint Pierre vêtu d'une cape et d'un sombrero blanc. Les couples ont dansé autour des arbres, y portant chacun à leur tour un coup de hache jusqu'à ce qu'ils tombent. La chute de chaque arbre était suivie d'une danse andine, avant l'abattage

du suivant. Le processus s'est poursuivi jusqu'à minuit. Les couples de danseurs qui sont parvenus à faire tomber les arbres ont été nommés parrains et marraines du carnaval pour l'année suivante.

Le carnaval, un symbole d'union, de réciprocité et de respect des patrimoines culturels

Toutes ces activités demandent une longue préparation et permettent aux déplacés de Chilca de s'entraider et de travailler ensemble. Le carnaval existe depuis maintenant onze ans et est bien connu dans la région. Il est ainsi devenu le carnaval du village, « symbole d'union, de réciprocité et de respect des patrimoines culturels » dans cette ville cosmopolite qu'est Chilca », affirme Erik Aparco Gala, président de l'association.

« Le carnaval est l'occasion pour les déplacés de rappeler leur combat pour leurs droits. »

Si le carnaval plaît tant c'est « parce qu'au travers des chants et des danses, il parle à tout homme qui souffre », et parce qu'il reflète la douleur des déplacés, qui doivent affronter les aléas de la vie et ont peu d'occasion d'en parler. Ces trois jours de fête annuelle toujours très attendus permettent aux déplacés de se réunir et de sensibiliser les autres participants à la condition des déplacés, parfois victimes d'une certaine marginalisation car « perçus à tort comme étant sans droits par rapport aux personnes originaires de Huancayo ». Et par-dessus tout, le carnaval permet de maintenir vivante la culture millénaire d'Angaraes, de la transmettre et de la faire aimer aux jeunes et aux enfants. ■

/ ET PLUS SI AFFINITÉS...

¹ San Pedro de Tuco - eross16_9@hotmail.com > Contact : Erik Aparco Gala



frères des hommes

9, rue de Savoie 75006 PARIS
T +33 (0)1 55 42 62 62
F +33 (0)1 43 29 99 77
www.fdh.org

RÉSONANCES

ENGAGEMENTS CITOYENS
POUR UN MONDE PLUS JUSTE

Bolivie

RENCONTRER

Julio fait découvrir sa région grâce au tourisme solidaire



Julio Saavedra, le sourire d'un guide passionné. © Geoffrey Le Guilcher

Julio Saavedra est un guide touristique pas tout à fait comme les autres. Il se bat pour l'instauration d'un tourisme réfléchi, responsable et authentique alliant tourisme, durabilité environnementale et communautés.

Julio peux-tu nous éclairer sur tes racines, tes origines ?

Je suis né en 1983 à Villa Tunari en pleine campagne dans la région des producteurs de Coca, le Chapare. Ma sensibilité aux problématiques écologiques a été éveillée dès mon enfance car mon père était l'un des gardiens du parc national Carrasco, une zone protégée pour sa flore et sa faune exceptionnelles. J'ai donc grandi dans une famille aux revenus modestes. C'est en travaillant comme guide dans le parc à chaque vacances scolaires, à partir de 7 ans, que j'ai pu me payer mes études.

Des débuts qui t'ont orienté très tôt vers ta voie ! Quelle a été alors, par la suite, ton évolution personnelle vers les métiers du tourisme solidaire et communautaire ?

En grandissant j'ai suivi plusieurs

formations sur l'environnement, le tourisme. Puis en 2003 une association de protection de l'environnement a mis en place une formation de guide de 800 heures sur un an et demi. La formation m'intéressait mais la perspective communautaire manquait à ce projet, selon moi. J'en ai donc parlé avec les responsables de cette formation afin d'intégrer cette dimension. Ils ont accepté et au final, 17 guides venus des communautés villageoises de la zone protégée de Carrasco ont obtenu leur accréditation de la part de la préfecture de Cochabamba. Nous avons décidé tous ensemble de créer Kawsay Wasi ce qui signifie « maison de la nature » en quechua, langue amérindienne parlée au Pérou et en Bolivie.

Explique-nous un peu plus ton implication dans ce projet qui touche le cœur de votre ambition : allier tourisme responsable et communautés.

Ce projet, je l'ai porté et j'en suis le responsable. Il a pour objectif de renforcer les communautés locales. Les guides font partie des communautés du parc, ils sont formés à reconnaître et présenter la faune et la flore de leur environnement. D'ailleurs, sur le prix de chaque excursion un pourcentage est versé à la communauté et le reste sert au fonctionnement de Kawsay Wasi.

Quel a été alors ton cheminement jusqu'au réseau de tourisme solidaire et communautaire Tusoco¹ ?

Je me suis investi progressivement dans Tusoco, notamment quand, après avoir fait partie du comité consultatif, Kawsay Wasi est entré dans le répertoire. Je me suis impliqué personnellement en tant que secrétaire national des actes, un travail consistant à préparer les réunions locales, nationales ou internationales. Aujourd'hui je cherche à rapprocher les communautés du réseau afin de renforcer

notre réseau par la communication interne, et je soutiens les communautés dans leurs recherches de fonds pour développer leur projet. En plus de tout ce travail je continue mes activités en tant que guide car c'est là d'où je viens et même si j'ai moins de temps pour me consacrer à cette activité, il est important pour moi de la continuer.

« Allier tourisme responsable et communautés villageoises pour plus de solidarité et d'authenticité. »

Aujourd'hui tu as 25 ans et tu es dirigeant de Tusoco.

Que peux-t-on encore te souhaiter ?

J'espère que la passion que je mets dans mon travail sera à la hauteur de mes espérances. A terme j'aspire à ce que Tusoco devienne un acteur majeur du tourisme en Bolivie et réussisse à mettre en place un relais entre les communautés villageoises avancées et celles qui débutent. Cela a déjà été un grand succès lorsque nous sommes allés à La Paz en 2007 pour déposer notre projet de loi sur le tourisme durable et que j'ai vu que Tusoco était devenu un acteur écouté et respecté par l'Assemblée nationale et le vice-ministre du Tourisme.

Un dernier mot sur la situation actuelle en Bolivie, victime de vives tensions depuis quelques semaines, un message pour nos lecteurs ?

La Bolivie avance chaque jour un peu plus vers l'équilibre et j'ai confiance en mon pays ! Aux lecteurs de Résonances je n'ajouterai que ceci : lorsque vous désirez quelque chose et que cette chose vous paraît plus juste qu'une autre, il faut lutter pour la réaliser, c'est ce que nous faisons ici avec fierté. ■

/ ET PLUS SI AFFINITÉS...

¹ Red Tusoco: Turismo Solidario Comunitario www.tusoco.com, info@tusoco.com. Tusoco est partenaire de Frères des Hommes depuis sa création en 2003.